










## Bulletin mensuel des observations des expulsions menées par Human Rights Observers à Grande-Synthe, Nord – Janvier 2020









Depuis 2017, le projet HRO a pour mission d'observer et de documenter quotidiennement les violations des droits humains des personnes en situation d'exil à la frontière franco-britannique<sup>1</sup>.

### Chiffres concernant les expulsions hebdomadaires des lieux de vie informels

	10 expulsions de lieux de vie informels		12 arrestations
	37 tentes saisies		2 mineurs isolés présents
	10 sacs de couchage ou couvertures saisis		7 ustensiles de cuisine saisis
			1 tentative d'intimidation <sup>2</sup>

Dans le cadre de la politique « d'évitement des points de fixation » ces opérations de harcèlement consistent à démanteler les campements de personnes exilé-e-s 3 à 5 fois par semaine en moyenne. Tous les abris, biens de premières nécessités et affaires personnelles sont alors détruits par divers moyens (aux couteaux, à la tronçonneuse etc.). Ces opérations sont accompagnées de contrôle d'identité souvent abusifs (*Cour de cassation, 25 avril 1985, n° de pourvoi 84-92916*) et donnent lieu à des arrestations puis placement en rétention administrative alors illégaux.

### Chiffres concernant les « mises à l'abri<sup>3</sup> »

	37 hommes seuls pris en charge		180 hommes seuls refusés
	2 femmes seules prises en charge		1 femmes seules refusées
	21 familles prises en charge		12 familles refusées
	4 mineurs isolés pris en charge		4 mineurs isolés refusés

<sup>1</sup> Nos données se basent sur nos observations et ne sont donc pas exhaustives.

<sup>2</sup> Contrôle d'identité pendant notre travail.

<sup>3</sup> Données recueillies en collaboration avec le Refugee Women Center.

En contrepartie des expulsions, un système de mise à l'abri assuré par l'association AFEJI mandatée par l'État est mis à disposition avec un point précis de rendez-vous pour les personnes souhaitant être mises à l'abri.

<sup>1</sup> Nos données se basent sur nos observations et ne sont donc pas exhaustives.

<sup>2</sup> Contrôle d'identité pendant notre travail.

<sup>3</sup> Données recueillies en collaboration avec le Refugee Women Center.